

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/6

24 novembre 1999

(99-5100)

Sous-Comité des pays les moins avancés

CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE LIÉE AU COMMERCE EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Rapport de la dix-huitième réunion du Groupe de travail interorganisations,
Genève, 16-17 novembre 1999

Le Groupe de travail interorganisations s'est réuni les 16 et 17 novembre 1999 au Secrétariat de l'OMC (liste des participants – annexe 1). La réunion, dont l'ordre du jour est joint (annexe 2) au présent rapport, a été présidée par M. Chiedu Osakwe, Coordinateur des travaux de l'OMC en relation avec les pays les moins avancés (PMA).

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour de la réunion distribué a été adopté.

B. TABLES RONDES

2. Le Groupe de travail interorganisations a examiné les rapports des participants représentant les différentes organisations qui ont pris part à plusieurs tables rondes, à savoir aux tables rondes organisées pour Haïti et la Tanzanie. Il a étudié un rapport d'activité établi par l'unité administrative sur l'état d'avancement de la préparation des tables rondes et des programmes pluriannuels dans les 40 PMA qui avaient achevé l'évaluation de leurs besoins. Le Groupe, qui a examiné de manière approfondie les problèmes rencontrés et les préoccupations exprimées, a procédé à un échange de vues en la matière et a réfléchi aux solutions qui pourraient être envisagées.

3. L'échange de vues a permis de faire ressortir les questions de fond ci-après qui appellent un examen plus poussé du Groupe:

- i) critères à prendre en compte pour procéder à une évaluation factuelle des résultats des tables rondes;
- ii) continuité de la politique gouvernementale et de l'engagement des gouvernements;
- iii) coordination au sein des gouvernements et du secteur privé ainsi qu'entre les organisations et les partenaires bilatéraux;
- iv) politique commerciale: l'assistance prévue dans le Cadre intégré et les avantages qu'offre celui-ci devraient-ils être accordés aux PMA qui n'ont pas de politique commerciale cohérente ou dont la politique commerciale n'a pas été soumise à examen?
- v) engagements: absence d'engagements;

- vi) organisation de réunions informelles avant les tables rondes afin de stimuler la coordination;
- vii) établissement de contacts: le Groupe de travail interorganisations devrait-il contacter les PMA qui n'ont pas été en mesure de prendre des dispositions pour organiser des tables rondes?

4. Le Groupe a examiné les questions identifiées, à commencer par l'établissement d'un ensemble rationnel de critères pour procéder à une évaluation factuelle des résultats des tables rondes. Les membres du Groupe ont estimé qu'une telle évaluation devrait reposer sur plusieurs facteurs qui comprendraient les éléments suivants sans être nécessairement limités à ceux-ci:

- a) **cohérence des politiques:** rôle du commerce dans la stratégie de développement d'un pays;
- b) **coordination** entre les différents ministères d'un gouvernement ainsi qu'entre les pouvoirs publics et le secteur privé;
- c) **résultats:** programmes par pays pluriannuels et engagements;
- d) **suite** donnée aux tables rondes: mécanisme mis en place ou établi;
- e) **contrôle** du processus de mise en œuvre du Cadre intégré par les PMA;
- f) **organisation de la préparation des tables rondes** suivant les étapes et les procédures définies, sachant que cette démarche permet de prendre conscience du rôle du commerce dans le développement et de la nécessité d'élaborer des politiques cohérentes;
- g) **soutien des donateurs en faveur du processus de mise en œuvre du Cadre intégré;**
- i) **synergies des organisations faîtières.**

5. Le Groupe a également estimé qu'à la suite de chaque table ronde, à l'initiative de l'organisation chef de file, il devrait évaluer les résultats de ces tables rondes et en tirer des conclusions qu'il porterait à la connaissance des gouvernements bénéficiaires, de leurs partenaires de développement et des Membres des organisations faîtières participantes.

6. Par ailleurs, plusieurs décisions pratiques ont été prises à la suite de l'échange de vues sur le rapport d'activité fourni par l'unité administrative. Le Groupe a autorisé celle-ci à:

- i) faire savoir aux gouvernements béninois et du Burkina Faso qu'outre le Programme d'assistance technique intégré conjoint (JITAP) et la table ronde du PNUD envisagés, il y aurait lieu d'organiser des tables rondes liées au commerce dans le contexte du Cadre intégré;
- ii) rendre compte dans une lettre officielle adressée aux six organisations faîtières au cours de la deuxième semaine de janvier 2000 de la situation des Maldives en ce qui concerne leur classification dans la catégorie des PMA; et

- iii) élaborer une proposition conjointe au nom des six organisations faîtières visant à organiser une table ronde régionale dans le contexte du Cadre intégré pour les PMA des îles du Pacifique Sud.

C. INTÉGRATION DES TABLES RONDES ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

7. Le Groupe a examiné la question de savoir s'il convenait de prendre en compte les tables rondes liées au commerce dans les réunions des groupes consultatifs de la Banque mondiale et des tables rondes par pays du PNUD.

8. Certains participants ont reconnu la nécessité de disposer d'un environnement macro-économique et politique adapté pour assurer l'efficacité de l'assistance liée au commerce. D'autres étaient d'avis que des tables rondes liées au commerce "autonomes" permettraient de mettre en avant l'importance et le rôle du commerce dans la stratégie de développement globale des gouvernements des PMA. Il a été estimé que la question de l'intégration comme politique du Groupe de travail interorganisations pourrait être examinée plus avant dans le cadre du réexamen du fonctionnement du Cadre intégré.

D. SURVEILLANCE ET ÉVALUATION

9. L'unité administrative a demandé aux six organisations de lui fournir la mise à jour annuelle (jusqu'à la fin décembre 1999) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des **réponses intégrées**.

10. Il a été convenu que ces renseignements seraient communiqués à l'unité administrative à la **fin février 2000** au plus tard.

E. RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL À LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE SEATTLE SUR LE SUIVI DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU

11. Le Groupe de travail interorganisations a pris note du Rapport du Directeur général à la Conférence ministérielle de Seattle sur le suivi de la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés. Les cinq organisations (Banque mondiale, FMI, PNUD, CNUCED, CCI) avaient pris note de ce rapport. La Banque mondiale, le FMI, le PNUD et le CCI avaient formulé des observations qui avaient été prises en compte.

F. RÉEXAMEN DU FONCTIONNEMENT DU CADRE INTÉGRÉ: ÉLÉMENTS, MODALITÉS, CALENDRIER

12. Le Groupe a procédé à un échange de vues approfondi sur le réexamen du fonctionnement du Cadre intégré prévu au paragraphe 6 du document de la Réunion de haut niveau (WT/LDC/HL/1/Rev.1). Cet échange de vues a porté essentiellement sur les éléments sur lesquels reposerait ce réexamen, à savoir les modalités-étapes - du processus de réexamen et son calendrier.

13. Le Groupe de travail interorganisations est convenu que ce réexamen devrait notamment être axé sur les sept éléments suivants:

- i) l'identification de la manière dont les objectifs du Cadre intégré sont perçus: vues des parties participantes;
- ii) l'évaluation du Cadre intégré en ce qui concerne en particulier:
- iii) le processus du Cadre intégré;

- iv) les résultats;
- v) la mise en œuvre des réponses intégrées;
- vi) les engagements, l'indication de la fourniture d'une assistance, l'octroi de nouveaux fonds;
- vii) l'incidence du Cadre intégré: importance et rôle du commerce dans la stratégie de développement globale des PMA;
- viii) l'examen de l'assistance liée au commerce: renforcement des institutions ainsi que des capacités humaines et des entreprises et renforcement des infrastructures;
- ix) les considérations de politique générale: intégration, élargissement du Cadre intégré, environnement macro-économique et de la politique commerciale;
- x) l'administration du Cadre intégré; et
- xi) les recommandations pour l'avenir.

14. En ce qui concerne les étapes du processus de réexamen, il a été convenu ce qui suit:

- i) **premièrement**, la Banque mondiale désignerait une personnalité compétente chargée de fournir un premier projet d'évaluation du Cadre intégré sur la base des éléments identifiés par le Groupe de travail interorganisations (paragraphe 13 i) à vi) du présent rapport). L'évaluation serait effectuée et un projet établi en consultation avec le Groupe de travail interorganisations, les gouvernements des PMA, selon qu'il convient, et la communauté des donateurs. [Sous réserve de la décision finale de la Banque];
- ii) **deuxièmement**, ce premier projet serait examiné et révisé, selon qu'il convient, par le Groupe de travail interorganisations à sa prochaine réunion qu'il tiendrait à New York les 21 et 22 mars 2000;
- iii) **troisièmement**, le Groupe de travail interorganisations recevrait des directives de la part des organisations concernées concernant le projet de rapport;
- iv) **quatrièmement**, les responsables des six organisations faîtières ou leurs représentants se réuniraient peu après à un moment opportun (de préférence en avril 2000) pour examiner le projet de rapport; et
- v) **enfin**, le rapport serait transmis au Conseil général de l'OMC et aux organes directeurs des cinq autres organisations faîtières.

15. Les participants ont estimé qu'il était souhaitable d'achever le réexamen du fonctionnement du Cadre intégré à la fin avril 2000 au plus tard.

G. ADMINISTRATION DU CADRE INTÉGRÉ PAR L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

16. Sous ce point, le CCI a réaffirmé sa volonté de continuer à fournir un soutien pour la mise en œuvre du Cadre intégré, selon que de besoin, en particulier à fournir un soutien à l'unité administrative comme il le faisait depuis juin 1998. Il a néanmoins attiré l'attention sur les problèmes et les préoccupations qui se faisaient jour. L'espace physique était en effet aujourd'hui un problème

au CCI et il était urgent que les cinq autres organisations participantes apportent leur concours financier pour assurer le partage de la charge en ce qui concerne le soutien administratif. Les autres organisations n'avaient fourni aucune aide à cet égard.

17. Les participants se sont accordés à reconnaître qu'il s'agissait là de problèmes hautement prioritaires. Le Groupe est convenu d'inclure dans les éléments sur lesquels porterait le réexamen le point suivant: administration quotidienne du Cadre intégré par l'unité administrative au CCI.

H. DEMANDES D'ÉLARGISSEMENT DU GROUPE DES ORGANISATIONS FAÎTIÈRES

18. Le Groupe de travail interorganisations a examiné les avantages et les problèmes qui pourraient découler d'un élargissement du groupe des organisations faîtières participantes. Plusieurs membres estimaient qu'un tel élargissement pourrait présenter l'avantage de disposer de ressources supplémentaires et de permettre d'apporter des améliorations dans certains domaines du Cadre intégré comme l'agriculture et les contraintes du côté de l'offre. Toutefois, d'autres considéraient que, pour l'instant, un élargissement pourrait être prématuré et poser des problèmes de coordination, le Cadre intégré n'en étant encore qu'à ses débuts. Il faudrait établir des critères pour procéder à un tel élargissement et le bien-fondé en droit de la décision relative à l'élargissement devrait faire l'unanimité. Le Groupe s'est félicité de la participation à la mise en œuvre du Cadre intégré des organisations qui mettent sur pied des activités liées au commerce à l'échelon national. Toutes les suggestions visant à favoriser la mise en œuvre et la réalisation des objectifs de ce cadre ont été débattues dans un esprit constructif.

19. Le Groupe est convenu que la question de l'élargissement devrait être examinée plus avant dans le cadre du réexamen du fonctionnement du Cadre intégré.

I. AUTRES QUESTIONS

20. Il a été convenu que la prochaine réunion se tiendrait à New York, au bureau du PNUD, les 21 et 22 mars 2000.

ANNEXE 1

Participants à la dix-huitième réunion du Groupe de travail interorganisations du Cadre intégré 16-17 novembre 1999		
Participant	Organisation	Téléphone/Téléfax/Courrier électronique
Joseph Michael Finger	Banque mondiale	+1-202-473 8087/522 1159 JFINGER@WORLDBANK.ORG
Susan Prowse	FMI	+41-22-918 0300/918 0303 sprowse@imf.org
Georges Chapelier	PNUD	+1-212-906 6634/906 6471 georges.chapelier@undp.org
Penny Andrea	PNUD	+41-22-9178539/9178001 penny.andrea@undp.org
Marcel Namfua	CNUCED	+41-22-917 5873/917 0044 marcel.namfua@unctad.org
Jean-Maurice Léger	OMC	+41-22-7395193/7395764 jean-maurice.leger@wto.org
Gloria Bartoli	OMC	+41-22-739 5886/7395764 gloria.bartoli@wto.org
Chiedu Osakwe	OMC	+41-22-739 5250/7395774 chiedu.osakwe@wto.org
Ingela Nilsson	OMC	+41-22-739 5230/7395774 ingela.nilsson@wto.org
Martin V. Dagata	CCI	+41-22-7300299/730 0570 dagata@intracen.org
Anant Vijay	CCI	+41-22-7300194/730 0570 vijay@intracen.org
Francesco Geoffroy	Unité administrative du Cadre intégré (CCI)	+41-22-7300387/730 0570 geoffroy@intracen.org
Sajal Mathur	Unité administrative du Cadre intégré (OMC)	+41-22-7300348/730 0570 mathur@intracen.org

ANNEXE 2

Ordre du jour de la dix-huitième réunion du Groupe de travail interorganisations

La dix-huitième réunion du Groupe de travail interorganisations se tiendra à l'Organisation mondiale du commerce, les 16 et 17 novembre 1999, dans la salle 3121, à 10 heures.

Les points qu'il est proposé d'inscrire à l'ordre du jour sont les suivants:

- a) Adoption de l'ordre de jour.
 - b) Tables rondes:
 - état d'avancement et processus;
 - assistance et préparation.
 - c) Intégration des tables rondes et de l'assistance technique: échange de vues.
 - d) Surveillance et évaluation:
 - au niveau des organisations;
 - au niveau interorganisations: réponses intégrées;
 - au niveau des pays;
 - évaluation suivant la table ronde.
 - e) Rapport du Directeur général de l'OMC à la Conférence ministérielle de Seattle sur le suivi de la Réunion de haut niveau.
 - f) Paragraphe 6: Réexamen du fonctionnement du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs activités commerciales et liées au commerce:
 - éléments du réexamen;
 - modalités du réexamen;
 - calendrier du réexamen.
 - g) Administration du Cadre intégré:
 - fonctionnement du Groupe de travail interorganisations;
 - unité administrative;
 - site Web du Cadre intégré.
 - h) Demandes d'élargissement du groupe des organisations faîtières.
 - i) Autres questions.
-